



ARRÊTÉ N°2026-072-REGL

Portant autorisation temporaire d'occupation du domaine public

Par l'association CréAlizés

Le mardi 12 mai 2026

Le Maire de Bailly-Romainvilliers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le règlement de voirie communal ;

VU la demande formulée par l'association CréAlizés visant à occuper le parvis de l'école Les Alizés le mardi 12 mai 2026 ;

CONSIDERANT que les bâtiments et terrains du domaine public peuvent faire l'objet d'autorisations ou de conventions d'occupation à titre précaire et révocable, et à caractère strictement personnel, consenties à des personnes physiques ou morales, publiques ou privées ;

CONSIDERANT qu'il convient de veiller aux règles de sécurité, salubrité et tranquillité publique lors des occupations du domaine public municipal ;

ARRETE

Article 1 : L'association CréAlizés, sise 10 rue de l'Escot à Bailly-Romainvilliers, représentée par Madame Cristina JURADO IBANEZ, est autorisée à occuper à titre gracieux le domaine public sur le parvis de l'école Les Alizés à Bailly-Romainvilliers le mardi 12 mai 2026 de 15h00 à 18h30 dans le cadre de l'organisation d'une fête sur le thème du printemps, en vue d'organiser des ateliers créatifs et de procéder à la vente de produits alimentaires (pâtisseries, confitures, biscuits, miel etc.), produits non-alimentaires (décorations, accessoires, etc.).

Article 2 : L'association veillera à ce qu'aucun obstacle ne gêne l'accès :

- Aux entrées et sorties des bâtiments situés sur le parvis,
- Aux places de stationnement, dont celles dédiées aux Personnes à Mobilité Réduite,
- Aux bornes et bouches incendies.

Elle veillera également à ne pas gêner la bonne circulation des piétons et à rendre le domaine public en parfait état de propreté.

Article 3 : L'association devra restituer en l'état le matériel qui pourrait être mis à sa disposition par la Mairie (barnum, tables, chaises, etc.).

Article 4 : L'association sera seule responsable des dommages de toutes natures qui pourraient intervenir dans le cadre de cette autorisation.

De ce fait, elle devra être assurée contre tous les risques éventuels pouvant mettre en cause sa responsabilité : dommage aux personnes, aux biens, intoxications alimentaires, etc.

A ce titre, il lui appartiendra notamment de veiller à proposer à la vente des produits non périmés et de garantir leur lisibilité en termes d'allergènes.

Il est donc fortement recommandé de privilégier des produits industriels, avec conservation des étiquettes mentionnant notamment la liste des ingrédients et la date de fin de consommation.

Article 5 : L'emplacement autorisé ne peut en aucun cas être cédé, prêté, sous-loué ou faire l'objet d'une transaction quelconque sans l'autorisation explicite de la commune.

Article 6 : Le Maire de Bailly-Romainvilliers et le/la Commissaire de Police, seront chargés, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Le/la Commissaire de Police, chef de la circonscription de Lagny-sur-Marne,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de Chessy,
- Madame la Responsable de la Police Municipale de Bailly-Romainvilliers,
- Le(s) intéressé(e)s.

Fait à Bailly-Romainvilliers, le 15 avril 2026

Anne GBIORCZYK
Le Maire



En application des dispositions du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Melun dans le délai de deux mois à compter de la notification à l'intéressé(e).

Certifié exécutoire,

Reçu en S/Préfecture le :

Publié le :

ou

Notifié le :

Signature de l'intéressé(e)